

PAR COURRIER ÉLECTRONIQUE : [REDACTED]

Montréal, le 1^{er} octobre 2015

[REDACTED]

Objet : Demande d'accès – Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologie de l'information et services-conseils en matière d'administration électronique de la preuve
N/D : GDC05-06-01-2239

[REDACTED]

Nous désirons donner suite à vos demandes d'accès reçues le 1^{er} et le 2 septembre 2015 au Secrétariat général concernant l'objet mentionné en titre.

Afin de faciliter le traitement de vos demandes et le repérage des informations que vous recherchez, nous indiquons dans des encadrés les éléments de vos requêtes.

Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologie de l'information

Cette demande concerne le contrat octroyé après l'appel d'offres public n° 2013A005.

Je demande les informations suivantes:

- *Combien d'argent a été dépensé pour l'ensemble du contrat jusqu'ici?*
- *Combien d'argent a été dépensé pour chacun des quatre volets du contrat?*
- *Quand prévoyez-vous que ce contrat prendra fin?*
- *Quant prévoyez-vous que chacun des quatre volets prendra fin?*
- *Combien prévoyez-vous dépenser pour l'ensemble de ce contrat?*
- *Combien prévoyez-vous dépenser pour chacun des quatre volets du contrat?*

Afin de se doter de ressources d'appoint à des taux avantageux, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») a publié, en mars 2013, l'appel d'offres public n° 2013A005 intitulé *Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologies de l'information* (« Entente-cadre »). Celle-ci couvre quatre volets :

- Volet 1 : mandats applicatifs pour l'entretien et l'évolution des systèmes patrimoniaux, le développement et la mise en place de nouvelles solutions d'affaires.
- Volet 2 : mandats d'infrastructure technologique pour le maintien et l'évolution des équipements et de l'infrastructure informatique.

- Volet 3 : mandats de conseils stratégiques en architecture.
- Volet 4 : mandats d'administration de la preuve électronique.

Par cet appel d'offres public, l'Autorité désiret retenir les services de firmes spécialisées pouvant réaliser des mandats en technologie de l'information, sous la forme d'une entente-cadre de trois ans, qui pourra être renouvelée pour des périodes d'une année, pour un maximum de deux renouvellements, soit une durée maximale de cinq ans. L'Autorité ne s'engage aucunement à renouveler l'Entente-cadre à l'expiration de la période initiale de trois ans.

Le recours à un appel d'offres permet à la Direction principale des technologies de l'information de se doter d'un moyen rapide, efficace et avantageux lui permettant de disposer d'un bassin de prestataires de services dont les tarifs horaires sont convenus d'avance, par niveau d'expertise, au fur et à mesure de l'identification des besoins par l'Autorité.

Au terme de cet appel d'offres, sept prestataires de services se sont qualifiés sur les divers volets de l'Entente-cadre.

VOLET	PRESTATAIRES DE SERVICES QUALIFIES
Volet 1	Les services conseils systématix inc. Groupe Nexio Québec inc. Société conseil groupe LGS
Volet 2	Conseillers en gestion et informatique CGI inc. Bell Canada
Volet 3	Conseillers en gestion et informatique CGI inc. Groupe Alithya inc. Société conseil groupe LGS
Volet 4	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.

L'Autorité a conclu, avec chacun d'eux, un contrat sans engagement financier qui lui donne la possibilité de faire effectuer certains travaux selon les paramètres convenus, mais rien ne l'oblige à demander la réalisation de ceux-ci. Tel que prévu à l'Entente-cadre, ces contrats, sans engagement financier, couvrent la période du 31 juillet 2013 au 30 juillet 2016.

En application de ceux-ci, en fonction des besoins identifiés, l'Autorité a la possibilité d'octroyer un mandat d'une durée variable à un prestataire de services qualifié, selon le nombre de jours de travail estimé, lié à l'un ou l'autre des quatre volets précités. Le prestataire de services doit réaliser un tel mandat dans le respect de l'offre de prix qu'il a déposé dans le cadre de l'appel d'offres.

Tel qu'indiqué à l'Entente-cadre, l'Autorité estime l'ampleur des mandats découlant de celle-ci à un maximum de 5 M \$ par année, cette somme étant répartie pour les quatre volets et pour l'ensemble des prestataires de services retenus. Ainsi, pour la durée de l'Entente-cadre, excluant tout renouvellement, les sommes estimées pour la réalisation de mandats en technologie de l'information pourraient s'élever à 15 M \$ pour trois ans.

En date du 9 septembre 2015, le montant total des mandats octroyés selon l'Entente-cadre s'élève à 8 486 710,08 \$ dont 5 568 974,18 \$ ont déjà été payés.

Vous trouverez ci-joint un tableau qui présente le nom des prestataires de services, le numéro des contrats, les périodes couvertes, le montant des mandats octroyés ainsi que les montants payés par l'Autorité pour chacun des volets de l'Entente-cadre (annexe A).

Administration électronique de la preuve (volet 4 de l'Entente-cadre)

Je demande accès à toute l'information concernant tout contrat octroyé après un appel d'offres, ou tout contrat accordé en gré à gré, ayant mené à des services-conseils en matière d'administration de la preuve électronique pour l'Autorité des marchés financiers depuis 2011.

Plus précisément, ces informations comprendront:

- *Les firmes ayant remporté ces contrats;*
- *Les firmes ayant soumissionné pour ces contrats;*
- *Les montants octroyés aux firmes ayant remporté ces contrats à l'obtention des contrats;*
- *Les montants accordés ultérieurement après renouvellement de ces contrats ou dans le cadre de tout supplément ou extra accordé dans le cadre de ces contrats;*
- *La date de terminaison de chacun des contrats, s'ils sont complétés;*
- *Les dates prévues de terminaison des contrats, s'ils ne le sont pas.*

Vous trouverez ci-joint un extrait du *Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec* (le « SEAO ») qui donne le nom des entreprises qui ont déposé une soumission ainsi que le résultat du classement, par volet (annexe B).

Vous noterez que la firme KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L. (« KPMG ») est l'entreprise ayant soumissionné pour le volet 4 de l'Entente-cadre.

A l'intérieur de cette Entente-cadre, l'Autorité octroie des mandats à KPMG afin qu'elle l'accompagne dans son projet d'administration électronique de la preuve (« AÉP »). KPMG doit, notamment, analyser certains processus de l'organisation, identifier les gains potentiels d'efficacité et présenter des recommandations autant en ce qui concerne ses processus qu'au niveau de l'intégration de solutions technologiques. KPMG doit aussi analyser l'impact des recommandations suggérées et orientations retenues sur les obligations et processus de l'Autorité et accompagner celle-ci dans le développement des politiques et procédures nécessaires au déploiement du projet d'AÉP. KPMG est également responsable de l'élaboration de l'architecture technologique ainsi que du dossier de sécurité de l'information numérique en collaboration avec les ressources spécialisées de la Direction principale des technologies de l'information.

Dans le cadre du projet d'AÉP, la bonne gouvernance a requis la contribution d'un conseiller en solutions d'affaires, susceptible de poser un regard critique sur la démarche en cours et de faciliter son exécution en complétant les ressources de l'Autorité et celles de KPMG. Ce rôle conseil a été confié à Communication Idéali inc. Cette firme doit notamment conseiller le directeur du projet, réviser les livrables et proposer des recommandations pour assurer l'alignement entre la solution technique et les besoins du projet (stratégie, outils, processus et procédures).

Les services de la firme Communication Idéali inc. ont été retenus en application d'une disposition de l'Entente-cadre qui permet, en tout temps, d'octroyer des contrats à l'extérieur de celle-ci dans le respect de la *Politique d'achat de biens et services* de l'Autorité. Vous pouvez consulter cette politique sur le site web de l'Autorité, dont voici le lien <http://www.lautorite.qc.ca>.

De plus, le 3 juillet 2015, l'Autorité a publié l'avis d'intention n° AI011 sur le SEAO. Cet avis d'intention visait à informer les prestataires de services de l'intention de l'Autorité d'octroyer un contrat à la firme Communication Idéali Inc. en vue de l'implantation de solutions spécialisées soutenant les processus d'administration électronique de la preuve selon le cadre *Electronic Discovery Reference Model* (EDRM) et en gestion documentaire.

Finalement, vous trouverez ci-joint un tableau qui présente le numéro des contrats, les périodes couvertes, une description, le montant des contrats ou des mandats octroyés ainsi que les montants payés par l'Autorité dans le cadre du projet d'AÉP (annexe C).

Nous vous prions d'agréer, [REDACTED] l'expression de nos meilleurs sentiments.

Original Signé

M^e Benoit Longtin
Substitut à la responsable de l'accès
Secrétaire général adjoint
Autorité des marchés financiers

p.j.

Tableau des mandats octroyés dans le cadre de l'Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologie de l'information

VOLET	PRESTATAIRES DE SERVICES QUALIFIÉS	NUMÉRO DU CONTRAT	PÉRIODE COUVERTE	MONTANT DES MANDATS OCTROYÉS	MONTANT PAYÉ EN DATE DU 9 SEPTEMBRE 2015
Volet 1 Applicatif	LES SERVICES CONSEILS SYSTÉMATIX INC.	SC-1544	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	2 293 419,76 \$	1 718 236,72 \$
	GROUPE NEXIO QUÉBEC INC.	SC-1545	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	618 169,58 \$	321 393,48 \$
	SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	SC-1546	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	1 806 616,00 \$	816 146,75 \$
				4 718 205,20 \$	2 855 776,80 \$
Volet 2 Infrastructures technologiques	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	SC-1551	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	390 399,43 \$	296 763,06 \$
	BELL CANADA	SC-1552	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	712 555,68 \$	508 106,66 \$
				1 102 955,10 \$	804 869,72 \$
Volet 3 Architecture	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	SC-1553	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	1 248 066,05 \$	861 582,73 \$
	GROUPE ALITHYA INC.	SC-1554	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	153 053,07 \$	141 281,38 \$
	SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	SC-1555	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	684 130,51 \$	409 887,00 \$
				2 085 249,50 \$	1 412 751,10 \$
Volet 4 Administration de la preuve électronique	KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	SC-1556	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	580 300,00 \$	495 576,40 \$
Total des 4 volets				8 486 710,08 \$	5 568 974,18 \$



LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE
D'APPEL D'OFFRES DU
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec [Constructo](#) pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Contrat conclu

Numéro : 2013A005
 Numéro de référence : 619155
 Statut : Contrat conclu (Archivé)
 Titre : Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologie de l'information

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Entente-cadre pour réaliser des mandats en technologie de l'information
Date de fermeture de l'avis :	2013-04-23 Au plus tard 10h, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2013-04-24 11 h 22
Date de conclusion du contrat :	2013-07-31
Date de publication du contrat :	2013-08-16 15 h 17
Organisme :	Autorité des marchés financiers. 2640, boul. Laurier 3 étage Québec, QC G1V 5C1
Contact(s) :	Benoît Desgagnés Téléphone: 418 525-0337 2955 Télécopieur : 418 525-9512 Courriel : benoit.desgagnés@lautorite.qc.ca Stéphanie Dumas Téléphone: 418 525-0337 2994 Télécopieur : 418 525-9512 Courriel : stephanie.dumas@lautorite.qc.ca

Soumissionnaires

Prendre note que les montants n'incluent pas les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Admissible	Conforme	Montant soumis ¹	Montant du contrat	Montant total incluant les options
✓ Alithis 2875, boul. Laurier bureau 1250 Québec, (QC) CAN G1V 2M2 http://www.alithis.com	1162826656	Monsieur Frédéric Pichette bureau.propositions@alithis.com Téléphone : 418 650-6414 Télécopieur : 418 650-5876	Non diffusé	Non diffusé			
✓ Bell Canada 930 rue d'Aiguillon 5ième étage Est Québec, (QC) CAN G1R 5M9	1143863539	Madame Sylvie Proulx s.proulx@bell.ca Téléphone : 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-0229	Non diffusé	Non diffusé			
✓ CGI Inc. 410 Charest Est Bureau 700 Québec, (QC) CAN G1K 8G3	1160358728	Madame Julie Beaumont traitementsdespropositions.qc@cgi.com Téléphone : 418 623-5051 Télécopieur : 418 623-4114	Non diffusé	Non diffusé			
✓ Groupe Nexio Québec inc. 350 boul. Charest Est 1er étage Québec, (QC) CAN	1169427326	Madame Marie-Claude Vézina marie-claude.vezina@nexio.com Téléphone : 418 948-1071 Télécopieur : 418 948-1068	Non diffusé	Non diffusé			

G1K 3H4 http://www.nexio.com				
✓ Les services conseils Systematix inc. 2600 Bvl. Laurier bur.990 Tour de Cité Québec, (QC) CAN G1V 4W2	1142345926	Madame Geneviève Tremblay scique@systematix.com Téléphone : 418 681-0151 Télécopieur : 418 681-4061	Non diffusé	Non diffusé
✓ SC Services de gestion KPMG 393, University Avenue Suite 1100 Toronto, (ON) CAN M5G 2N9	3341653908	Madame Marie-Noëlle Rigal infomtl@kpmg.ca Téléphone : 514 840-2100 Télécopieur : 514 840-2443	Non diffusé	Non diffusé
✓ Société Conseil Groupe LGS 2700, boul. Laurier, Tour Champlain Bureau 4000 Québec, (QC) CAN G1V 4K5 http://www.lgs.com	1142691709	Madame Kathy Tremblay ktremblay@lgs.com Téléphone : 418 653-6155 Télécopieur : 418 653-9588	Non diffusé	Non diffusé
Facilité Informatique Canada inc 2875 bld Laurier, Édifice Delta 1, Bureau 1100 Québec, (QC) CAN G1B3N1	1140727687	Madame Julie Savard jsavard@facilite.com Téléphone : 418 780-3950 Télécopieur : 418 651-5631	Non diffusé	Non diffusé
Fujitsu Canada 2000, boul. Lebourgneuf Bureau 300 Québec, (QC) CAN G2K 0B8 http://fujitsu.com/ca	1143039486	Madame Marjolaine Giguère marjolaine.giguere@ca.fujitsu.com Téléphone : 418 840-5100 Télécopieur : 418 840-5105	Non diffusé	Non diffusé
Groupe Informatique TechSolCom inc 1450 City Councillors, bureau 340 Montréal, (QC) CAN H3A 2E6 http://www.techsolcom.ca	1162212774	Monsieur Jean Perron jean.perron@techsolcom.ca Téléphone : 514 392-9997 Télécopieur : 514 392-9940	Non diffusé	Non diffusé
L-IPSE Services conseil 76, rue St-Paul, bureau 302 Québec, (QC) CAN G1K 3V9 http://www.l-ipse.com	1167786996	Madame Véronique Paquet ypaquet@l-ipse.com Téléphone : 418 780-8718 Télécopieur : 418 780-8786	Non diffusé	Non diffusé
R3D Conseil Inc. 801, Grande Allée Ouest bureau 160 Québec, (QC) CAN G1S 1C1 http://www.r3d.com	1145625696	Madame Geneviève Cyr genevieve.cyr@r3d.com Téléphone : 418 682-3133	Non diffusé	Non diffusé
TechnoConseil Inc. 1177, Boul. Charest Ouest, bureau 100 Québec, (QC) CAN G1N 2C9 http://www.technoconseil.com	1161451621	Madame Claudine Harvey claudine.harvey@technoconseil.com Téléphone : 418 687-9991 Télécopieur : 418 687-9991	Non diffusé	Non diffusé

Légende des icônes

✓ Contractant

Information supplémentaire (facultatif)

Résultat du 1er classement par volet et les prix soumis
*** Il ne s'agit pas des prix pondérés ***

Volet 1 :

- 1- Les Services Conseils Systématix Inc. (6 025,00 \$)
- 2- Groupe Nexio Québec inc (7 023,90 \$)
- 3- Société Conseil Groupe LGS (8 490,00 \$)

Volet 2 :

- 1- Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (8 053,43 \$)
- 2- Bell Canada (9 187,40 \$)

Volet 3 :

- 1- Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (9 924,78 \$)
- 2- Groupe Alithya inc (10 074,50 \$)
- 3- Société Conseil Groupe LGS (10 834,00 \$)

Volet 4 :

- 1- KPMG (30 150,00 \$)

Les montants ne sont pas représentatifs des montants qui seront alloués dans les contrats, ils servent uniquement aux fins de comparaison.

© 2003-2015 Tous droits réservés

MANDATS / CONTRATS RELATIFS AU PROJET D'ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE DE LA PREUVE

PRESTATAIRE DE SERVICES	NUMÉRO DU CONTRAT	PÉRIODE COUVERTE	DESCRIPTION	MONTANT DES CONTRATS / DES MANDATS OCTROYÉS	MONTANT PAYÉ EN DATE DU 31 AOÛT 2015
KPMG S.R.L./S.E.N.C.R.L.	SC-1194	21 mars 2012 au 31 décembre 2012	Services d'expert-conseil pour la mise en place d'une solution d'administration de la preuve électronique en fonction d'un plan d'internalisation comportant diverses phases.	98 000, 00 \$	93 103,89 \$
	SC-1556	31 juillet 2013 au 30 juillet 2016	Services d'expert-conseil pour la réalisation de mandats en technologie de l'information s'inscrivant dans le volet 4, mandats d'administration de la preuve électronique de l'Entente-cadre (2013A005).	580 300,00 \$	495 576,40 \$
COMMUNICATION IDÉALI INC.	Addenda au contrat SC-1580*	20 décembre 2013 au 30 mars 2014	Poursuivre plus en détails le volet de la gestion documentaire en matière d'administration de la preuve électronique.	45 360,00 \$	15 678,29 \$
	SC-1775	1 ^{er} avril 2014 au 31 mars 2015	Services professionnels dans le cadre du projet d'administration de la preuve électronique, plus précisément, en regard d'identification de solutions, lesquelles doivent s'arrimer aux enjeux multiples de l'Autorité ainsi qu'à l'implantation de celles-ci.	95 200,00 \$	93 791,70 \$
	SC-2018	20 août 2015 au 31 mars 2016	Services professionnels dans le cadre du projet d'administration de la preuve électronique.	77 600,00 \$	0 \$

* Le contrat SC-1580 initial ne vise pas l'administration électronique de la preuve mais bien la gestion documentaire dans le cadre de l'établissement de l'architecture d'entreprise.